**Marché n° 251000113**

**Marché d’assistance à maîtrise d’ouvrage pour l’opération Sea campus sur le centre Bretagne de l’Ifremer à Plouzané.**

Demande de DC4 à transmettre **impérativement avant le début des prestations** à :

[cellule.marche@ifremer.fr](mailto:cellule.marche@ifremer.fr) / copie : [caroline.bozec@ifremer.fr](mailto:caroline.bozec@ifremer.fr)

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l’IFREMER soit au moment du dépôt de l’offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d’exécution du marché public.

1. **Objet de la déclaration du sous traitant**

La présente déclaration de sous-traitance constitue : *(Cocher la case correspondante.)*

 un document annexé à l’offre du soumissionnaire

 un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement *(sous-traitant présenté après attribution du marché)*

 un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du …………. .

1. **Identification de l’acheteur**

* **Désignation de l’acheteur**

IFREMER

Zone industrielle de la Pointe du Diable

1625 route de Sainte Anne

29280 Plouzané

Pouvoir adjudicateur : Le Président de l’IFREMER

* **Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R. 2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l’article R. 2391-28 du même code** (nantissements ou cessions de créances) :

L’Agent Comptable -IFREMER - ZI de la Pointe du Diable-1625 Route de Sainte-Anne -CS 10070 -29280 Plouzané

1. **Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public**

* Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation :
* Adresse postale:
* Adresse électronique, numéro de téléphone et télécopie :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

* Numéro SIRET (14 chiffres)

à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique issu d’un répertoire figurant dans la liste des ICD.

* Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :
* Contact de la personne en charge des DC4 :
  + Nom :
  + Adresse électronique :
  + Téléphone :
* Adresse postale du siège social (si différente) :
* En cas de groupement momentané d’entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

1. **Identification du sous-traitant**

* Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation :
* Adresse postale de l’établissement qui exécutera la prestation:
* Adresse électronique, numéro de téléphone et télécopie :
* Contact de la personne en charge du suivi des DC4 :
  + Nom :
  + Courriel :
  + Téléphone :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

* Numéro SIRET (14 chiffres)

à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique issu d’un répertoire figurant dans la liste des ICD.

* Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :
* **Adresse postale du siège social (si différente)** :
* Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d’engager le sous-traitant :

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne)

* Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l’artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du code de la commande publique) ?

Oui  Non

1. **Nature des prestations sous traitées**

* **Nature des prestations sous-traitées :**
* **Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel** *(à compléter le cas échéant)* :
* Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : ……………
* La durée du traitement est : ……………..
* La nature des opérations réalisées sur les données est : ………………….
* La ou les finalité(s) du traitement sont : ……………
* Les données à caractère personnel traitées sont : ………………
* Les catégories de personnes concernées sont : ………………….
* Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

 le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

 le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l’[article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees/chapitre4#Article28) relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

1. **Montant des prestations sous traitées**

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

**a) Montant du contrat de sous-traitance** dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

* Taux de la TVA : ………………………………….. .
* Montant HT : ………………………….. .
* Montant TTC : ………………………… .

**b)** Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du [2 *nonies* de l’article 283 du code général des impôts](http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000028418301&cidTexte=LEGITEXT000006069577)***(uniquement pour les marchés de travaux)***:

* Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) : ………. .
* Montant hors TVA : ………………………….. .

Modalités de variation des prix :

**Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct***(*[*article R. 2193-10*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=4621551EBA8F207989B321CE0150EEF9.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037729603&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) *du code de la commande publique)* : *(Cocher la case correspondante.)*

 Oui *(montant supérieur à 600 € TTC)*   Non

1. **Conditions de paiement**

* Compte à créditer : *(Joindre un relevé d’identité bancaire ou postal.)*
* Nom de l’établissement bancaire :
* Numéro de compte :

**Le sous-traitant demande à bénéficier d’une avance**: *(Cocher la case correspondante.)*

 Oui  Non

1. **Durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois**

*(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur. Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.)*

* **La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois est de :**
* **Le cas échéant préciser la période couvrant les prestations :**

1. **Capacité du sous-traitant / pièces à joindre à la DC4**

I1 - Récapitulatif des informations et renseignements demandés par l’acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l’activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

* **Attestation de vigilance URSSAF de moins de 6 mois**
* **Attestation de régularité fiscale de moins de 6 mois**
* **Attestations d’assurances civile et professionnelle en cours de validité**
* **Extrait de Kbis de moins de 3 mois**
* **RIB**
* **Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation ou attestation sur l’honneur de non emploi**
* **Fiche fournisseur IFREMER**
* **Autre (à préciser) :**

I2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder:

* Adresse internet :
* Renseignements nécessaires pour y accéder :

1. **Attestation sur l’honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure**

**Le sous-traitant déclare sur l’honneur (\*) ne pas entrer dans l’un des cas d’exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (\*\*).**

(\*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(\*\*) Dans l’hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu’il devra prouver qu’il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d’exécution du marché public.

1. **Cession ou nantissement des créances résultant du marché public** (*Cocher les cases correspondantes.)*

**1ère hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous‑traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037729575&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) ou à l’[article R. 2393-40](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037728277&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

 l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

 une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2ème hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial** **modificatif** :

 le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037729575&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) ou à l’[article R. 2393-40](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=B81BA950929BDC11249DDF8C185D1DE4.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037728277&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;

OU

 l’exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

* soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
* soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

1. **Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant**

*(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l’offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l’acheteur à ce stade ; si le DC4 n’a pas été signé, l’acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L’acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant).*

**Signature électronique requise, uniquement au format PDF Pades certifié** *(attention : ne pas verrouiller le document)*

A , le A , le

|  |  |
| --- | --- |
| Le sous-traitant :  *(personne identifiée rubrique D du DC4)* | Le soumissionnaire ou le titulaire :  *(personne identifiée rubrique C du DC4)* |

Le représentant de l’acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A Plouzané.

Le représentant de l’acheteur :

Pour le Président Directeur Général et par Délégation

1. **Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant**

La présente déclaration de sous-traitance est notifiée au titulaire du marché par IFREMER via la plateforme PLACE.

Une copie doit être remise à chaque sous-traitant par le titulaire du marché.